

La grève générale de novembre 1918...

Comment l'histoire de la grève générale a été faite et quel bilan peut-on tirer de cet événement majeur pour la Suisse

La grève générale constitue incontestablement un moment fort dans l'histoire de la Suisse moderne, un de ces moments que l'on peut appeler «historique». Dans la vie politique relativement tranquille de la Suisse moderne, de tels moments sont très rares. A vrai dire, je n'en vois qu'un seul autre: la guerre du Sonderbund de 1847, qui a ouvert la voie à la construction de l'Etat fédéral moderne. La grève générale de 1918 reste donc, quatre-vingts ans plus tard, un point de référence central de l'histoire suisse, posant un certain nombre de questions essentielles pour le présent et l'avenir du mouvement ouvrier, et plus largement pour la société suisse dans son ensemble.

A partir d'une mise en perspective historique de la grève générale, j'aimerais aborder trois questions dans cet exposé.

succès est remarquable en Suisse alémanique. De nombreux centres urbains sont paralysés. En revanche, le mouvement est médiocrement suivi en Suisse romande et au Tessin. Le Comité d'Olten avance neuf revendications, dont les plus importantes sont la journée de huit heures, l'assurance vieillesse, le droit de vote pour les femmes et le paiement des dettes publiques par les possédants.

La réaction des autorités fédérales et de la droite est immédiate, violente et massive: le Conseil fédéral mobilise 100 000 soldats et fait occuper militairement toutes les villes. Partout, les cercles bourgeois forment des gardes civiques, très souvent armées par les autorités militaires, qui patrouillent dans les quartiers ouvriers.

Rassuré par l'absence de défection au sein des troupes mobilisées, le Conseil fé-

Deuxième facteur à l'origine de la grève générale, le contexte international. Partout en Europe, depuis 1916, on assiste à une formidable montée des luttes des opprimés et des exploités. La révolution russe d'octobre 1917 rencontre un très fort écho et suscite un immense espoir chez les salariés suisses. Une année plus tard, durant les premiers jours de novembre 1918, la révolution allemande, qui renverse la monarchie, entraîne une nouvelle vague d'enthousiasme chez les travailleuses et travailleurs suisses. Elle renforce encore puissamment leur confiance en eux. Ce n'est bien sûr pas un hasard si, en Suisse, la grève générale se déclenche le 12 novembre, trois jours après l'abdication de l'empereur allemand.

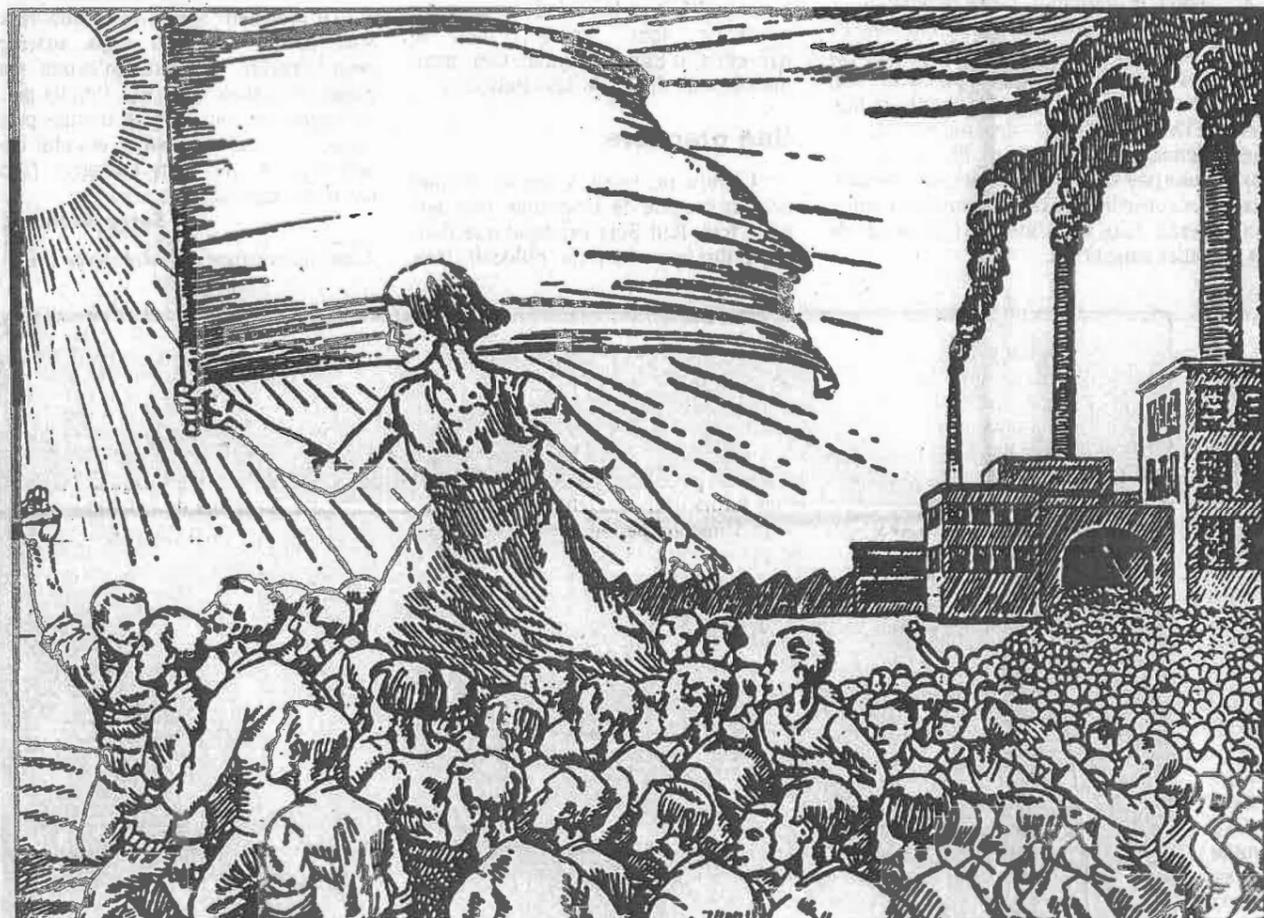
Voilà comment beaucoup d'historiens, probablement même la majorité, voient et

du pays, égale chaos, égale victoire de l'Antéchrist. En 1969 encore, le rédacteur en chef de la *Neue Zürcher Zeitung* caractérisait Robert Grimm, le leader du Comité d'Olten, de «personnalité démoniaque».

Autrement dit, l'histoire même de la grève générale a été construite par l'historiographie officielle et les partis de droite de façon à stigmatiser le socialisme ou le syndicalisme combatif, bref, comme une arme contre le mouvement ouvrier. Et cela avec un succès incontestable.

Premier succès, cette version de la grève générale a fortement contribué à souder la paysannerie, les classes moyennes et une partie non négligeable des salariés - je pense aux catholiques - autour des milieux dirigeants, dans un bloc bourgeois axé sur un antisocialisme primaire et brutal. Mais même au sein du mouvement ouvrier lui-même, cette ver-

Depuis plus de deux ans, une série de mythes de l'historiographie officielle concernant le rôle et l'attitude de l'establishment helvétique durant la Seconde Guerre mondiale sont débattus et remis en cause comme jamais. Ce débat est crucial et son issue déterminera pour longtemps la vision que les générations futures auront de la Suisse. Du côté des milieux d'affaires et de la droite, on est parfaitement conscient. Des moyens considérables ont été engagés. Depuis deux ans, la NZZ publie en moyenne toutes les deux semaines une pleine page sur cette question. Un cercle d'historiens s'est mis en place autour de Christoph Blocher et prépare les contours d'une contre-offensive conservatrice. L'UBS a engagé le modique nombre d'une dizaine d'historiens pour élaborer, naturellement en toute objectivité, son



MÉMO

Historien à l'Université de Lausanne, Sébastien Guex a été invité au congrès de l'USS pour y parler de la grève générale de novembre 1918. Nous publions intégralement son intervention. L'ES □



Sébastien Guex.

sion n'est pas restée sans effet pervers: la volonté de se laver à tout prix des accusations infamantes de la bourgeoisie a poussé maint dirigeant syndicaliste ou socialiste à se montrer plus royaliste que le roi, en rejetant toute idée de grève générale ou de lutte des classes.

Cela m'amène à la conclusion de ce premier point. La manière dont l'histoire se fait, puis est transmise aux jeunes générations, recèle des enjeux fondamentaux. Qui écrit le passé contrôle le présent et le futur. C'est un lieu commun de le dire et l'exemple de la grève générale en témoigne. Or, il me semble que l'Union syndicale et le parti socialiste ne s'intéressent pas assez, ou pire, se désintéressent de l'histoire. A cet égard, j'aimerais insister sur un exemple.

histoire. Pendant ce temps, que se passe-t-il du côté du mouvement syndical et de la gauche? A part une ou deux très timides réactions, rien, rien de sérieux. La presse syndicale a-t-elle accordé une place à ce débat? Pratiquement pas.

Union syndicale et parti socialiste ont-ils encouragé la réflexion, le débat au sein de cette petite couche d'historiens critiques qui existe heureusement aujourd'hui en Suisse? Pas vraiment, et cela me semble très regrettable.

Premièrement, je vais brièvement indiquer comment l'histoire de cette grève générale a été faite, ce qui me permettra d'aborder une thématique qui me semble très importante, particulièrement aujourd'hui: les enjeux que la construction de l'histoire, et donc de la mémoire historique, soulève pour le mouvement des salariés.

Deuxièmement, je tâcherai de répondre à la question suivante: quel bilan peut-on tirer de la grève générale du point de vue du développement de l'Etat social en Suisse au XX^e siècle?

Troisièmement, enfin, j'esquisserai certaines pistes de réflexion sur la question qui figure dans le titre même de cet exposé: quelle actualité la grève générale a-t-elle aujourd'hui en Suisse? Autrement dit, peut-on tirer des enseignements de la grève de 1918 pour la lutte syndicale actuelle?

Comment l'histoire de la grève générale de 1918 a été faite, ou les enjeux de l'histoire pour le mouvement ouvrier

Pour traiter le premier point, les enjeux que soulève la construction de l'histoire pour le mouvement ouvrier, il faut brièvement résumer ce qui s'est passé en novembre 1918.

Le mardi 12 novembre, à l'appel du Comité d'Olten - une direction ad hoc regroupant les principales forces politiques et syndicales -, un tiers des salariés et salariées suisses se mettent en grève. Le

déral ne fait aucune concession et lance un ultimatum au Comité d'Olten. Ce dernier, craignant un essoufflement de la grève, appelle, le jeudi 14 novembre, à cesser le mouvement. Le vendredi 15, la plupart des grévistes reprennent le travail, avec la rage au ventre et un profond sentiment de désarroi. Cependant, dans plusieurs villes, dont Zurich, le travail ne reprend vraiment que le lundi suivant.

A l'origine de la grève générale de 1918, on trouve deux facteurs centraux.

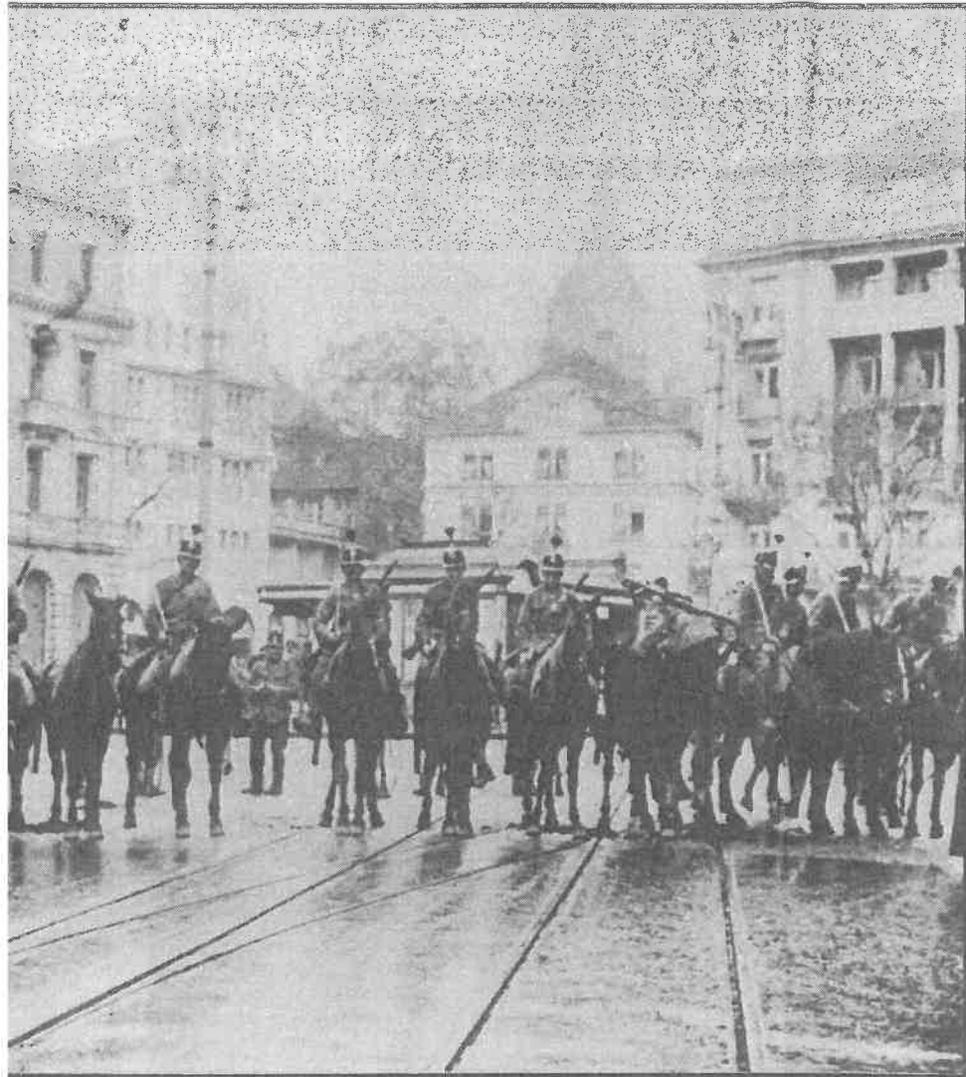
Premier facteur, le développement d'une polarisation sociale explosive. En raison de la politique financière des autorités fédérales durant la guerre, on voit se développer une inflation galopante en Suisse. Entre 1915 et 1918, les prix doublent. Les salaires nominaux, eux, stagnent. Les salariés subissent donc une baisse très brutale de leur pouvoir d'achat, de l'ordre de 25 à 30%. A cela s'ajoute que les soldats mobilisés ne touchent aucune allocation pour perte de gain: quant à leur solde journalière, elle leur permet d'acheter une bière et deux paquets de cigarettes. La misère se répand donc à toute allure: en été 1918, 700 000 personnes, soit près d'un cinquième de la population suisse, sont obligées de recourir à l'assistance publique.

A côté de cela, les industriels et banquiers suisses profitent de la neutralité helvétique durant la guerre pour livrer et financer les deux camps belligérants et encaisser des bénéfices tout à fait extraordinaires. Un seul exemple: en 1916, la société pharmaceutique Sandoz verse un dividende de 375% à ses actionnaires.

expliquent aujourd'hui la grève générale de novembre 1918. Mais cette version a mis énormément de temps pour s'imposer. C'est cet aspect sur lequel j'aimerais insister maintenant, car il me semble soulever un enjeu de première importance, celui des rapports entre mouvement ouvrier et construction de l'histoire.

L'histoire de la grève générale a été construite par les partis de droite de façon à stigmatiser le socialisme et le syndicalisme combatif

Pendant au moins cinquante ans, des années 20 aux années 1970, c'est une version radicalement différente qui a dominé l'historiographie helvétique et qui, à travers elle, a profondément marqué l'opinion publique suisse durant des générations. Cette version est la suivante: la grève générale a été le produit d'une manipulation maléfique fomentée essentiellement par les bolcheviks, Lénine en tête. Cette conspiration diabolique était donc dirigée de l'étranger. Elle avait pour but, en s'appuyant sur les socialistes et syndicalistes suisses, de faire un coup d'Etat révolutionnaire détruisant la démocratie, et de mettre le pays à feu et à sang. Heureusement, grâce à l'armée, à la paysannerie et aux classes moyennes, bref, grâce à la partie saine de la population, le pays avait été sauvé. Cette version a donc solidement établi dans la tête de milliers de Suisses les équivalences suivantes: syndicalisme combatif ou lutte des classes égale coup d'Etat étranger, égale asservissement



ticulier de la plus grande grève générale jamais vue en Europe, celle de Mai 1968 en France.

A contrario, la grande offensive néolibérale qui se déclenche à la fin des années 70 et qui, notamment en Grande-Bretagne avec Thatcher et aux Etats-Unis avec Reagan, inflige de sévères défaites au mouvement ouvrier, se traduit par la remise en cause et le démantèlement de plus en plus dramatique des droits sociaux et politiques des salariés.

L'actualité de la grève générale

Ce dernier aspect m'amène au troisième point que je voudrais traiter: peut-on tirer des enseignements de la grève générale de 1918 pour la lutte syndicale actuelle?

Je viens de le dire, nous nous trouvons aujourd'hui, en Suisse et dans les autres pays, dans l'ouragan d'une offensive tous azimuts des milieux patronaux et des cercles conservateurs ou réactionnaires. L'objectif déclaré - chacun peut le lire dans le premier et le deuxième livre blanc - est de mener une véritable contre-réforme sociale et financière. Il s'agit de revenir loin, très loin en arrière. Ni en 1945, ni même en 1918, mais au XIX^e siècle, avec des droits sociaux et politiques rachitiques et un Etat veilleur de nuit, c'est-à-dire un Etat qui se

canton où le parti radical règne en maître depuis un siècle et demi, les employés mêmes de cet Etat radical se mettraient en grève?

Deuxième enseignement. L'expérience de la grève de 1918 fournit des enseignements dans ses faiblesses mêmes. En effet, si les forces conservatrices ont réussi à circonscrire la grève de 1918 puis à reprendre assez rapidement l'offensive, c'est que le mouvement syndical suisse a largement manqué deux rendez-vous très importants.

① Le mouvement syndical suisse a manqué son rendez-vous avec les femmes. Il n'a pas voulu ou pas su inventer un travail spécifique en direction des travailleuses. Il est donc passé à côté du potentiel contestataire et des capacités de mobilisation présents chez d'importantes couches de femmes au début du siècle. Car ce potentiel existait: durant la guerre, dans de nombreuses villes suisses, ce sont souvent les femmes qui ont été les premières à protester contre la vie chère et les spéculateurs, et à développer des formes de lutte très radicales. Mais en fin de compte, profitant du désintérêt, de la timidité et même parfois, hélas, de l'hostilité du mouvement ouvrier, ce sont les milieux conservateurs, en particulier les organisations catholiques, qui ont réussi, dans les années 20, à récupérer de nombreuses femmes autour des valeurs de la famille, de la patrie, de la religion et de l'antisocialisme.

Aujourd'hui, en Suisse comme partout, les femmes figurent parmi les premières victimes de l'offensive néolibérale

on actualité aujourd'hui

Grève générale, lutte des classes et développement de l'Etat social en Suisse

J'aimerais aborder maintenant ma seconde question: quel bilan peut-on tirer de la grève générale du point de vue du développement de l'Etat social en Suisse?

Depuis plus de deux générations, la Suisse vit sous l'égide de la paix du travail, avec un nombre extrêmement restreint de conflits sociaux. Chez de nombreux salariés, et chez de nombreux intellectuels qui l'ont ensuite plus ou moins subtilement théorisée dans leurs écrits, cette situation a créé une conviction: celle que le développement de l'Etat social en Suisse ainsi que les droits politiques des salariés ont été en quelque sorte le produit naturel de la croissance économique et d'une convergence entre une bourgeoisie éclairée et un mouvement ouvrier modéré. En revanche, les rapports de force socio-politiques, les conflits sociaux n'auraient joué au mieux qu'un rôle marginal.

Je pense que cette conception est largement illusoire. En fait, l'évolution des

droits politiques et sociaux des salariés a été et reste très étroitement liée à l'évolution des rapports de force entre salariés et patronat sur le plan national et international, bref à la lutte des classes avec ses hauts et ses bas. Un bref survol de l'histoire du pilier central de l'Etat social en Suisse, l'assurance vieillesse et survivants, l'AVS, montre clairement cette étroite corrélation.

On se rappelle que la création de l'AVS constituait l'un des neuf points du programme du Comité d'Olten; en fait, cette revendication était avancée par le mouvement ouvrier depuis les années 1880, années durant lesquelles le chancelier Bismarck introduit d'ailleurs les principales assurances sociales en Allemagne afin de contenir la poussée du mouvement ouvrier. Mais, en Suisse, les partis bourgeois et le patronat s'étaient toujours refusés à entrer en matière. En 1913 encore, le Conseil fédéral déclarait que la création d'une AVS n'était pas envisageable dans un avenir proche.

Survient la guerre, qui débouche sur la grève générale. Certes, les grévistes ont repris le travail sans que le Conseil fédéral ait formellement cédé sur aucune de leurs revendications. Mais l'impressionnante

démonstration de force du mouvement ouvrier suisse produit des effets immédiats. Dans l'année qui suit la grève, patronat et autorités fédérales font d'importantes concessions: la journée de travail de huit heures est introduite. Les salaires connaissent des hausses de l'ordre de 25%. Et sept mois seulement après la grève, le Conseil fédéral publie un projet d'article constitutionnel introduisant une assurance vieillesse, projet qui sera accepté en votation populaire en 1925.

En 1919, lorsque le Conseil fédéral dépose son projet d'AVS, les finances publiques sont au plus mal

A ce propos, il est extrêmement intéressant de rappeler qu'en 1919, lorsque le gouvernement dépose son projet d'AVS, la situation des finances publiques suisses est mauvaise: le déficit des collectivités publiques dépasse 4% du PIB suisse. La situation financière de la Confédération est particulièrement délicate: le service de la dette absorbe 26% des recettes totales de la Confédération, contre environ 8% aujourd'hui. Cela n'empêche pas le Conseil fédéral de lancer un projet d'AVS et cela n'empêche pas le plus grand patron suisse de l'époque, Carl Sulzer, propriétaire de l'entreprise du même nom, d'appuyer ce projet en déclarant, en février 1919: «Le rétablissement de l'équilibre de nos finances est une exigence, la préparation d'un important progrès social comme l'AVS est l'autre, et cette deuxième exigence ne doit pas être repoussée jusqu'à ce que la première soit satisfaite. [...] Le souci de nos finances ne doit pas nous conduire à renvoyer [...] une revendication sociale urgente et absolument justifiée. Et, sur sa lancée, Sulzer propose l'introduction d'un impôt spécial sur les bénéfices destiné à financer l'AVS.

Même phénomène lors de la mise sur pied et de l'adoption finale de l'AVS, en 1947-1948. A ce moment-là, la situation financière des collectivités publiques est pire qu'aujourd'hui: en 1946, l'endettement brut cumulé de la Confédération, des cantons et des communes atteint 100% du PIB, contre 50% aujourd'hui. Là encore, c'est la puissante montée, dès 1943, des luttes sociales, en Suisse, en France, en Italie, qui a été déterminante dans l'attitude de la droite. On voit combien cette attitude tranche radicalement avec celle des mêmes milieux aujourd'hui, qui prennent systématiquement prétexte des déficits et de la dette publique pour attaquer l'AVS ou combattre une assurance maternité digne de ce nom.

Dernier exemple pris dans l'histoire plus récente de l'AVS: au tout début des années 1970 est adoptée la dernière grande amélioration de l'assurance vieillesse, centrée autour d'une hausse substantielle des rentes versées aux retraités. Il est clair que cette réforme est le produit dérivé de la formidable poussée des luttes des exploités et opprimés, dans de très nombreux pays, à la fin des années 1960 et au début des années 1970. En par-

contente de mettre les récalcitrants et les exclus du système en prison.

Chers collègues, le capitalisme plus ou moins apprivoisé des années 50 et 60, que certains concevaient comme durable, voire définitivement installé, laisse aujourd'hui brutalement tomber le masque.

Face à la lutte des classes de plus en plus agressive menée par ceux d'en haut, je suis persuadé que ceux d'en bas n'ont rien à gagner à courber la nuque. Courber la nuque n'a qu'un seul effet: encourager les milieux patronaux d'un côté, et préparer les futurs fléchissements de genoux de l'autre. L'histoire de l'AVS l'indique clairement. La lutte des classes venant d'en haut ne pourra être contrée que si ceux d'en bas renouent de manière franche avec le combat pour leurs propres droits, en partant de leurs propres besoins.

Face à la lutte des classes menée par ceux d'en haut, je suis convaincu que ceux d'en bas n'ont rien à gagner à courber la nuque

Dès lors, je pense que la grève générale n'est pas un objectif dépassé. Rien ne sert non plus, évidemment, de se gargariser de mots. Entre un mouvement d'ensemble des salariés comme l'est la grève générale et la réalité du mouvement des travailleurs aujourd'hui, il y a un hiatus évident. Ce hiatus ne peut être comblé que par le réapprentissage d'une politique d'opposition qui, à travers des revendications partielles, mette en cause le fonctionnement du système. Une politique d'opposition qui permette de construire une large unité, dans la lutte, des hommes et des femmes, des Suisses et des immigrés, des cols bleus et des cols blancs, du privé et du public.

Dans cette optique, si la perspective de la grève générale est prise au sérieux, alors l'expérience de celle de novembre 1918 fournit une série d'enseignements précieux.

Premier enseignement. Si un mouvement de l'ampleur de celui de 1918 a été possible, c'est qu'il a été précédé d'un patient et opiniâtre travail de syndicalisme d'opposition. Tout au long des trente années qui vont de 1880 à la Première Guerre mondiale, ce syndicalisme d'opposition a accumulé une expérience, une confiance et un enracinement considérables, en menant d'innombrables luttes et conflits partiels. La Suisse n'est pas un pays prédestiné par je ne sais quel destin au consensus et à la paix sociale. Une statistique le montre avec clarté: entre 1890 et 1910, la proportion de grèves en Suisse n'est pas inférieure, elle tend même à être supérieure à ce qu'elle est dans les pays voisins.

Je le répète: aujourd'hui, certes, un moyen comme la grève générale n'est pas à l'ordre du jour en Suisse. En revanche, développer ce syndicalisme opiniâtre d'opposition, c'est tout à fait possible et cela se révèle même payant. L'exemple du canton de Vaud le prouve: qui aurait pensé, il y a encore cinq ans, que dans ce

mières victimes de l'offensive néolibérale. Le mouvement syndical devrait tout mettre en œuvre pour ne pas passer, une nouvelle fois, à côté des femmes.

Le mouvement ouvrier suisse a largement manqué un second rendez-vous, celui avec les employés, les cols blancs. Pourtant, ici aussi, il existait un potentiel tout à fait remarquable: on oublie souvent que la grève générale de novembre 1918 a été précédée d'une grève de deux jours des employés de banque de Zurich. Ceux-ci ont totalement paralysé l'activité bancaire de la capitale économique de la Suisse, allant même jusqu'à séquestrer plusieurs directeurs de banque.

Aujourd'hui, j'ai souvent l'impression que les syndicats baissent les bras lorsqu'il s'agit des cols blancs, théorisant leur prétendue impuissance. Encore une fois, la grève générale indique qu'une autre pratique est possible et l'on devrait s'en souvenir à l'heure où les cols blancs subissent déjà, et vont subir encore davantage des milliers de licenciements et une dégradation sensible de leurs salaires et de leur statut social.

J'aimerais terminer cet exposé en soulignant que, dans la perspective d'un renouveau d'un syndicalisme de combat et d'opposition, la grève de 1918 soulève encore deux questions cruciales.

Premièrement, je l'ai déjà mentionné, il y a, dans la grève générale de 1918, un aspect très fort de solidarité internationale de la part des salariés suisses. Solidarité avec la révolution russe, dont on fête en novembre 1918 le premier anniversaire. Et solidarité avec les travailleurs allemands, qui viennent de renverser la monarchie détestée. Aujourd'hui, cette solidarité des salariés par-dessus les frontières nationales est plus décisive que jamais. Elle seule est à même de faire face au patronat, qui est organisé depuis longtemps, lui, sur le plan international.

Enfin, dans leur grande majorité, les salariés ne se sont pas lancés dans la grève, en novembre 1918, uniquement pour les neuf revendications immédiates avancées par le Comité d'Olten. Leur horizon ne se limitait pas à cela. Ils étaient mus par la volonté et l'espoir de réaliser un projet beaucoup plus vaste: celui de changer en profondeur la société existante.

Il me semble qu'il n'est pas réaliste d'envisager, actuellement, la construction patiente et résolue d'une résistance à la vague déferlante de la régression sociale et politique si cette résistance n'est pas portée, comme en 1918, par un projet alternatif global: créer une société fondée sur la justice, l'égalité et la solidarité.

Je crois finalement que c'est là le principal enseignement à tirer de la grève de 1918: résister au capitalisme et préparer le terrain à une future grève générale, cela signifie oser à nouveau discuter et envisager le socialisme à la lumière des expériences de ce siècle.

Intervention de Sébastien Guex le samedi 7 novembre, devant le 50^e congrès de l'USS réuni à Davos.



Travaux de correction d'un cours d'eau dans l'Oberland zurichois. (Photographe inconnu)